



Déclaration liminaire du comité technique local du 20 novembre 2015

Monsieur le Président du CTL,

Tout comme vous, les élu(e)s CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO DGFIP du Val-de-Marne sont profondément choqué(e)s et indigné(e)s par les événements qui ont frappé notre pays vendredi dernier. Nos pensées vont aux victimes ainsi qu'à leur famille.

Les élu(e)s CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO DGFIP souhaitent saluer la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services publics qui, malgré le dénigrement dont ils font l'objet depuis plusieurs années, démontrent en ces temps difficiles leur engagement au service des populations. Aujourd'hui plus qu'hier, notre pays à besoin de s'appuyer sur une administration publique forte et structurée, présente en nombre sur l'ensemble du territoire.

Au-delà de ces temps de recueillement, les élu(e)s CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, et FO DGFIP continueront leur combat pour un service public fort et respecté.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO DGFIP ont appelé l'ensemble des agents des Finances publiques à se mettre en grève le jour du comité technique de réseau convoqué par la Direction Générale le 18 novembre pour exiger :

- Un moratoire sur les restructurations en cours et de véritables discussions sur le devenir des services ;
- Davantage de moyens humains et budgétaires ;
- Une véritable reconnaissance de nos qualifications ;
- De meilleures conditions de travail.

Pour nos syndicats, ces revendications sont et demeurent plus que jamais légitimes et urgentes à satisfaire pour assurer un service public efficace et de qualité, encore plus indispensable dans la période. Pour pouvoir répondre, en effet, aux besoins de la population, les services de l'État, y compris à la DGFIP, doivent disposer de moyens à la hauteur des enjeux. Toutefois, soucieux de l'efficacité de leur action, nos syndicats prennent la mesure du contexte actuel et du choc que ces attentats inqualifiables ont provoqué tant dans l'opinion que parmi les agents des finances publiques, ils ont en conséquence et en responsabilité décidé de reporter leur légitime action de grève prévue le 18 novembre à une date ultérieure.

C'est sous injonction gouvernementale et du choix d'une austérité renforcée, dans le cadre de la « démarche stratégique », que se mène le démantèlement de la DGFIP et celle de la DDFIP du Val-de-Marne en particulier.

Alors que l'on dénombre près de 120 postes vacants dans nos services et que les conditions de travail ne cessent de se dégrader, vous proposez comme unique solution de fermer à nouveau des services et de regrouper des missions.

Ce CTL a donc pour objet d'imposer vos choix de destruction du service public et de dégradation des conditions de vie au travail des agents.

Sur les points 1, 2 et 3 d'abord, nous avons lu les documents et consulté les plans (les mêmes que ceux

fournis au CHSCT d'ailleurs): aucune revendication des agents n'a été prise en compte, vous n'avez même pas enlevé l'armoire que vous avez positionnée devant une issue !

Vous êtes méprisant : malgré les attentes et les questions des agents, aucune nouvelle information n'est donnée :

- sur le financement prévu pour les travaux ;
- sur les nouvelles organisations de travail dans les SIE.

Malgré des questions précises qui vous ont été directement posées, aucune réponse non plus sur les garanties des agents :

- Y aura-t-il garantie de maintien à résidence pour les agents ? Dans quelles conditions ?
- Y aura-t-il attribution d'une prime à la mobilité ? Dans quelles conditions ?
- Quelle sera la conséquence du transfert du SIE de Vitry à Villejuif et du SIE d'Ivry à Charenton sur le régime indemnitaire des 4 inspecteurs concernés ?
- Quelle garantie les 4 inspecteurs concernés ont-ils de maintenir leur niveau actuel de rémunération, sachant que certaines indemnités sont liées à la fonction de fondé de pouvoir et qu'il n'y aura plus que 2 fondés de pouvoir choisis *intuitu personæ* ?
- Une dotation de vacataires sera-t-elle attribuée pour effectuer le classement et l'archivage avant les déménagements ?

Ces projets, vous les avez décidés sur fond d'austérité et d'économies budgétaires, à marche forcée :

- Vous avez occulté en CHS les revendications des agents ;
- Vous avez méprisé leurs représentants ;
- Vous avez travesti la réalité dans votre relevé de décisions du CHSCT des 15 /10 et 3/11 : les organisations syndicales n'ont pas refusé de voter, mais ont demandé à surseoir au vote donc aucun avis n'a été donné aujourd'hui.

Mais parce que justement nous sommes leurs représentants et que les agents attendent des réponses, nous vous remettons à nouveau le dossier complet de leurs doléances qui ont été portées et défendues au CHSCT mais qui n'ont pas été entendues afin qu'il soit lu et surtout mis en œuvre.

La CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO DGFIP demandent que ces documents soient annexés au PV de la séance , tout comme les pétitions de près de 1000 agents qui vous sont remises à l'instant.

Les autres points à l'ordre du jour ne dérogent pas à votre sens du dialogue social :

Toujours du mépris s'agissant du point 4 « Transfert d'une partie de l'activité de préposé de la caisse des dépôts et consignations vers le site de Versailles » présenté pour information et dont aucune observation ne pourra surseoir à sa mise en œuvre qui a eu lieu le 3 novembre.

Que dire du mépris qui vous gouverne au point 5 avec la fiche de « présentation du projet d'industrialisation du courrier égrené « CLIC'ESI » qui nous est donnée à titre d'information.

Même son titre est erroné, « projet » alors que l'information a été donnée à tous agents le 9 octobre dernier via Ulysse 94 et que tous les postes de travail en sont déjà équipés !

Alors que cette fiche aurait pu, aurait dû, être l'occasion d'apporter des réponses aux inquiétudes légitimes des agents du service courrier en terme de conséquences sur l'organisation de leur travail et des effectifs.

STOP.

Pour la CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, et FO DGFIP votre mépris, vos manœuvres, votre mauvaise foi et ce dialogue de sourds, nous obligent à ne pas participer à cette séance. Si j'osais, je rajouterai « Nous y perdrons notre temps !».